

AFCHL/476/64

METZ, 19

EC Sp 5-3

A R R E T E

01
CION LORRABE
- 8 OCT. 1964

3ème Bureau

Installations classées

57034 METZ CEDEX

Tel. : (8) 730.81.00

Poste 4196

N° 84 - AG/3 - 621
en date du 25 septembre 1984

mettant la société "Cristalleries de Saint-Louis" en demeure de satisfaire aux prescriptions des articles 10, 13 et 14 de l'arrêté préfectoral n° 83-AG/3-459 du 16 juin 1983 concernant son usine de ST-LOUIS-LES-BITCHE.

RE/LS

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DE LA REGION LORRAINE ET DE LA MOSELLE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 83-AG/3-459 du 16 juin 1983 autorisant la société "Cristalleries de Saint-Louis" à continuer d'exploiter son usine de SAINT-LOUIS-LES-BITCHE ;

Vu le rapport, en date du 3 juillet 1984, de M. l'Inspecteur des installations classées constatant l'inobservation des dispositions des articles 10, 13 et 14 de l'arrêté précité ;

A r r ê t e :

Article 1er. - La Société des Cristalleries de SAINT-LOUIS est mise en demeure de respecter dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté les prescriptions suivantes des articles 10, 13 et 14 de l'arrêté d'autorisation n° 83-AG/3-459 du 16 juin 1983 sus-visé :

- présentation au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche des caractéristiques des équipements épurateurs des fumées nécessaires pour respecter les seuils fixés à l'article 6 de l'arrêté mentionné ci-dessus,
- mesures de la quantité d'acide rejeté,
- mesures des poussières en suspension dans l'atmosphère,
- analyses de la teneur en plomb des végétaux.

• / • • •

Article 2.- Si à l'expiration du délai fixé ci-dessus l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente injonction, il pourra être fait application d'une des sanctions suivantes prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 :

- soit faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites,
- soit obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser,
- soit suspendre par arrêté le fonctionnement de l'installation jusqu'à exécution des conditions imposées.

Article 3.- M. le Secrétaire Général de la Moselle, MM. les Inspecteurs des installations classées et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

METZ, le 25 septembre 1984

Pour ampliation,
L'ATTACHE,



Erhard

Richard ERHARD

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE,

Pour le Préfet, Commissaire
Commissaire de la République
Le Secrétaire Général



André AUBRY-LECOMTE